

**Les syndicats et les salariés au bord de la crise de nerfs avant l’annonce du repreneur Ils redoutent que leur voix ne soit pas entendue.**

**Un scandale pourrait venir se rajouter au scandale du redressement judiciaire d’OFFICE DEPOT FRANCENON A DAVANTAGE DE CASSE SOCIALE ET NON AU DEMANTELLEMENT D’OFFICE DEPOT FRANCE.**

Mardi 25 mai s’est tenue la dernière audience du redressement judiciaire d’Office Depot France au Tribunal de Commerce de Lille. N’ayant pas obtenu son financement et levé les clauses suspensives (droit d’utilisation de la marque OFFICE DEPOT, informatique, achats de marchandises, comptabilité), l’offre portée par notre Président d’OFFICE DEPOT France Guillaume de Feydeau n’a pas été retenue.

Le soutien des salariés OFFICE DEPOT FRANCE s’est donc porté, de façon unanime, sur le projet industriel porté par ADEXGROUP lors de la consultation des instances et il a été réaffirmé devant le tribunal que cette offre devient l’offre mieux disante socialement et sauvera 628 personnes, soit 168 personnes de plus que l’offre portée par la coopérative Alkor qui ne reprend que 460 personnes.

ADEXGROUP permet la reprise des activités dans une société unique, permet de maintenir l’identité, l’intégrité et l’âme d’OFFICE DEPOT FRANCE. ADEXGROUP évite la catastrophe que constituerait un démantèlement de l’entreprise et de la communauté de travail tant redoutée par les salariés.

Les représentants des salariés ont travaillé avec les dirigeants d’ADEXGROUP pour améliorer leur offre et construire une reprise sur les 3 canaux de l’entreprise (magasins, vente aux professionnels et vente par correspondance) afin de garder une seule et même entreprise. ADEXGROUP qui exploitent les marques Calipage, plein ciel et Buro+ ajouter à la marque OFFICE DEPOT deviendrait un acteur important sur le marché de la fourniture et redonnerait le moral aux salariés repris.

Les dirigeants d’ADEXGROUP se sont engagés devant le tribunal un maintien de l’emploi à minima de deux ans, une priorité à l’embauche de 3 ans sur la société de reprise, mais aussi sur Adveo et Adex, et enfin à une bourse à l’emploi immédiate de 65 postes, renouvelée tous les 6 mois.

Après avoir subi le business model Aurelius qui nous a amené au redressement judiciaire. Devant la passivité du gouvernement et le silence de Mr Bruno le Maire, qui interpelle les salariés et qui se sentent méprisés. Nous espérons fortement que la décision finale ira dans le sens du choix des salariés qui apportent unanimement leur soutien pour une reprise par ADEXGROUP. Les salariés ne comprendraient pas une décision contraire.

Laissez-leur le choix de leur futur employeur surtout quand celui-ci fait l’unanimité exprimé par un vote démocratique. Respectez le choix des salariés et merci de ne pas rajoutez encore plus de colère, de déception et de rancœur.

Sébastien FOURNIER

Secrétaire général UNSA OFFICE DEPOT FRANCE et Secrétaire CSEC OFFICE DEPOT France

Tel : 06 11 99 83 32 ou 06 80 28 32 41

Michel DELATTRE (Délégué syndical central CFE-CGC)